



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE


PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI « PAFEN »

Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
SUR FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987

TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR APPUYER LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (MPTPSS) DANS LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi

 pafen.gov.bi

 PafenBurundi

 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BJ/E2820-BI

TDRs pour le recrutement d'une assistance à la maîtrise de l'ouvrage (AMOA) pour appuyer le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale (MTFPSS) dans la mise en place d'un Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines

MINISTÈRE	Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique
PROJET	Projet d'appui aux fondations de l'économie numérique
ACTIVITÉ 2.4.6.10	MFPTe-DGFP -AT Cabinet - AMOA pour appuyer le MTFPSS dans la mise en place d'un système de GRH
BÉNÉFICIAIRE	Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale

I. INTRODUCTION


Le Gouvernement du Burundi a obtenu un don de la Banque Mondiale d'un montant total de 92 millions de dollars américains, y compris le financement additionnel pour la modernisation de la gestion des finances publiques (GFP), pour financer le « Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique » (PAFEN).

Il est prévu qu'une partie des ressources soit utilisée pour financer le recrutement d'un cabinet pour appuyer le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale (MTFPSS) dans la mise en place d'un système de Gestion des Ressources Humaines.



II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. Description du Projet PAFEN

L'objectif du Projet est d'augmenter l'accès à l'internet à haut débit, particulièrement pour les populations mal desservies, et d'améliorer la capacité du Gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique ; ce qui contribuera à jeter les bases d'un développement accéléré de l'économie numérique du Burundi.

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi
 pafen.gov.bi

 PafenBurundi
 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

Les Composantes du Projet

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

Composante 1 : Accès et inclusion numériques

- Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès numérique
- Sous-composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
- Sous-composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique

Composante 2 : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques

- Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne
- Sous-composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées
- Sous-composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares
- Sous-composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de Gestion des Finances Publiques

Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet.


Composante 4 : Composante de réponse d'urgence (CERC).

Parmi ses activités, le Projet cherchera à créer un gouvernement numériquement actif en finançant des facilitateurs numériques transversaux qui peuvent stimuler la capacité de prestation de services publics numériques par le biais de cadres de gouvernance partagés, d'une infrastructure numérique économe en énergie et résiliente, et de plates-formes publiques numériques, et ainsi soutenir l'augmentation progressive des services électroniques transactionnels et une plus grande utilisation des technologies numériques par le gouvernement.



Au niveau de la Composante 2 « **Facilitateurs de la prestation de services publics numériques** » qui financera les fondations transversales du gouvernement numérique qui peuvent renforcer la capacité de prestation de services publics numériques sécurisés et l'utilisation des outils et systèmes numériques par l'administration publique du Burundi.

La Sous-composante 2.4 « **Modernisation des principaux processus de GFP** » dédiée à l'amélioration de l'efficacité et la transparence des domaines clés de la GFP, grâce à la réingénierie des processus soutenue par les technologies numériques, fournira un mécanisme d'assistance technique pour les principales priorités du gouvernement et renforcera l'UGP PAFEN avec des recrutements supplémentaires et la réhabilitation d'un site dédié au projet.

Le projet est administré par une unité de gestion du projet (UGP) logée au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi
 pafen.gov.bi

 PafenBurundi
 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI


Cette mission, s'inscrit précisément dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité 2.4.6.10 du Plan de travail et du budget annuel (PTBA) approuvé pour 2025-2023 pour le compte du MTFPSS : MFPTÉ-DGFP -AT Cabinet - AMOA pour appuyer le MTFPSS dans la mise en place d'un système de GRH.

2. Justification de l'activité



En 2012, le Gouvernement a adopté le Programme National de Réforme de l'Administration (PNRA) dont la vision est d'« **Asseoir une administration publique qualifiée, performante, responsable, orientée vers l'intérêt général et le service au citoyen** ». Sur cette lancée et en vue d'une gestion plus rationnelle des ressources humaines de l'Etat, le Gouvernement, le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale compte moderniser l'administration publique pour une gestion efficace et transparente. A cet effet, le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale voudrait mettre en place un système intégré de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique, pour les raisons suivantes :

- ✓ Moderniser l'Etat en reconfigurant les outils de gestion des ressources humaines de l'Etat ;
- ✓ Appuyer la Direction Générale de la Fonction Publique dans sa mission de gestion stratégique des ressources humaines de l'Etat ;
- ✓ Déconcentrer la gestion des ressources humaines de l'Etat dans les Ministères employeurs et au niveau déconcentré et décentralisé ;
- ✓ Améliorer la qualité des services rendus au citoyen usager du service public ;
- ✓ Centraliser, sécuriser et actualiser les informations sur les ressources humaines de l'Etat ;
- ✓ Automatiser les processus de gestion des ressources humaines de l'Etat (recrutement, affectation, promotion, formation, évaluation, départs à la retraite...) en rendant la gestion fluide et traçable ;
- ✓ Faciliter la mise en place d'indicateurs de performance individuelle et institutionnelle ;
- ✓ Renforcer la transparence et la redevabilité par un meilleur contrôle des effectifs, des carrières et des rémunérations, réduisant ainsi les risques de corruption ou de favoritisme ;
- ✓ Accompagner la décentralisation des services en facilitant la gestion des ressources humaines au niveau central, dans les provinces et communes, tout en assurant une cohérence nationale ;
- ✓ Contribuer à la maîtrise des effectifs et de la masse salariale....

La Banque mondiale a décidé d'appuyer cette activité à travers le projet PAFEN dans le but plus large de moderniser les principaux processus du MTFPSS dans la mise en place d'un système d'information de GRH (SIGRH).

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi
 pafen.gov.bi

 PafenBurundi
 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

Pour réussir la mise en place d'un tel système, le MTFPSS a besoin d'être accompagné par un cabinet spécialisé.

Les présents termes de références concernent donc le recrutement d'un cabinet pour une assistance à la maîtrise d'ouvrage en termes d'accompagnement stratégique et opérationnel. Cette assistance vise la conception, la mise en œuvre et le pilotage de la mise en place dudit système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique burundaise.

Le recrutement de ce cabinet est prévu dans le PTBA 2025-2026 sous le code 2.4.6.10 et est libellé ainsi : MFPTE-DGFP -AT Cabinet - AMOA pour appuyer le MTFPSS dans la mise en place d'un système de GRH

Le SIGRH couvrira, au minimum, les modules fonctionnels suivants :

- Gestion des dossiers administratifs des agents (titulaires et contractuels).
- Gestion du recrutement et des concours.
- Gestion des affectations, mutations et détachements.
- Gestion des promotions, avancements et évaluations de la performance.
- Gestion de la paie et des avantages.
- Gestion des congés, absences et positions administratives.
- Gestion des départs (retraite, démission, décès, révocation).
- Tableaux de bord et outils décisionnels (pilotage des effectifs, masse salariale).

III. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif principal de cette Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMOA) dans la mise en place d'un système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique burundaise est d'assister le Ministère en charge de la fonction publique dans la définition de ses besoins fonctionnels et techniques, l'élaboration des cahiers des charges, le suivi de la sélection et de la mise en œuvre du système, ainsi que dans le renforcement des capacités des équipes pour assurer une transition efficace vers une gestion numérique, moderne et transparente des ressources humaines, alignée sur les objectifs de réforme administrative et de bonne gouvernance au Burundi.

Spécifiquement, cette assistance vise les objectifs suivants :

- ✓ Appuyer dans l'analyser les besoins fonctionnels du nouveau système de gestion des ressources humaines (SIGRH) de la Fonction Publique, en intégrant les attentes et les exigences des diverses parties prenantes impliquées dans la gestion des ressources humaines.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

- ✓ Fournir des conseils experts à toutes les étapes et phases du projet de mise en service du Système d'Information de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH), couvrant l'ensemble de ses composantes, y compris l'infrastructure systèmes et réseaux destinée à le supporter.
- ✓ Assister dans l'évaluation des besoins de modernisation des infrastructures systèmes et réseaux existantes, ainsi que dans la rédaction des cahiers des charges et des spécifications techniques nécessaires à leur mise à niveau, afin d'assurer un fonctionnement optimal du SIGRH.
- ✓ Appuyer à l'implémentation du cahier des charges fonctionnel et technique du nouveau système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique burundaise en vérifiant la conformité liée aux modules, fonctionnalités, aux exigences de sécurité et d'interopérabilité ;
- ✓ Garantir l'assurance qualité du projet en veillant, tout au long de son déroulement, à ce que les livrables et les réalisations respectent les niveaux de qualité requis, en pleine conformité avec le cahier des charges, ainsi qu'avec les normes internes et internationales applicables.
- ✓ Garantir l'intégration des besoins de reporting, de pilotage et de gestion décentralisée des ressources humaines au sein du système monté ;
- ✓ Vérifier la fiabilité du plan de communication, de formation et d'appropriation pour le système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique par rapport à la gestion de changement.

IV. ETENDUE DE LA MISSION

Dans le cadre de cette mission, le consultant devra couvrir au minimum, les éléments suivants :

a) Au titre de l'appui conseil :

- Cadrage global de la mission ;
- Définition des processus organisationnels de gestion du projet ;
- Élaboration d'une stratégie de communication et de gestion du changement (informatique et métier), avec appui à sa mise en œuvre ;
- Supervision du développement, déploiement et mise en production du SIGRH conforme au DAO ;
- Cadre juridique et réglementaire. Identifier les dispositions du Statut de la Fonction Publique qui devront être révisées pour permettre la digitalisation (reconnaissance de la signature électronique, dématérialisation des



actes administratifs, archivage numérique). Proposer un projet de texte réglementaire ou de note technique à soumettre aux autorités compétentes pour adapter le cadre juridique aux exigences du SIGRH numérique.

b) Au titre de la formation :

- Participation active à l'exécution du plan de formations pour l'implémentation du SI ; élaboration d'une stratégie complémentaire de renforcement des capacités dans une démarche de gestion du changement ;
- Évaluation des compétences numériques du personnel du MTFPSS, avec plan de renforcement et recommandations de formations spécifiques complémentaires à celles du fournisseur.

c) Au titre du suivi qualité :

- Assistance à l'adoption d'une méthodologie de tests éprouvée ;
- Soutien à la recette des modules/fonctionnalités logicielles ;
- Validation des exigences de performance et volumétrie pour calibrer les équipements ;
- Validation des livrables du marché de développement SIGRH ;
- Vérification continue des livrables en conformité avec cahier des charges et normes
- Actualisation des normes internes (conception, développement, gestion projets) et outils SI ;
- Recommandations sur les fonctions d'exploitation/maintenance SIGRH (politiques, procédures, effectifs basés sur meilleures pratiques internationales).

d) Au titre de l'assistance à la mise en œuvre du SIGRH et gestion du changement : Basé sur l'expérience du prestataire, proposer mécanismes de gestion du changement adaptés aux impacts (légal, organisationnel, technique) :

- Conception de diagnostics pour identifier les problèmes ;
- Élaboration de plans ciblés (communication, feuille de route sponsors, accompagnement, atténuation risques, gestion résistance) ;
- Identification des changements métiers et mécanismes d'adoption ;
- Mentorat pour la haute direction et équipes ;
- Appui à l'énoncé clair des processus de changement ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

- Mécanismes de renforcement et célébration succès ;
- Accompagnement des directions métiers ;
- Plan de communication pour informer parties prenantes et limiter rejets ;
- Méthodes d'animation réunions pour renforcer capacités et acceptation.

e) Au titre de l'appui à la mise à niveau infrastructure système/réseau :

- Étude de l'existant pour performance optimale (accès, traitement, files, stockage, sécurité) ;
- Vérification de la conformité légale/fournisseurs et corrections ;
- Étudier l'existant pour assurer une haute disponibilité de l'infrastructure (équipements fiables, redondance) ; proposer design sans point unique de défaillance.
- Inventaire des solutions à mettre à niveau et propositions versions ;
- Proposition de design sécurisé ;
- Proposition de type serveurs/architecture adaptés ;
- Proposition d'une infrastructure de stockage et protocoles adaptés ;
- Politique sauvegarde avec restauration ;
- Plan exploitation/gestion avec formation des cadres du Centre de traitement Informatique (CTI) ;
- Méthodologie/plan mises à niveau régulières ;
- Optimisation/sécurisation réseau ;
- Solution de supervision/gestion ;
- Assistance acquisition/installation équipements (réseau/sécurité, EDGE/sites distants : switches, firewalls, WAF, SD-WAN) ;
- Rédaction spécifications techniques/DAO (normes Banque mondiale) ;
- Dépouillement offres ;
- Supervision/réception travaux.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

f) Au titre de l'appui à la sécurité infrastructure :

- Évaluation des vulnérabilités réseaux externes/intrusions ;
- Évaluation de la sécurité/configuration serveurs, réseaux LAN/WAN, architecture globale ;
- Évaluation de la gouvernance de la sécurité d'information /protection données ;
- Évaluation de la sécurité du système de messagerie/téléphonie IP/accès distant/terminaux vs normes ;
- Évaluation de la sécurité des bases de données, des pare-feux/routeurs/VPN ;
- Examen de la politiques TIC et formuler des recommandations ;
- Évaluation des risques par un tiers et l'adéquation des contrôles sur l'utilisation de divers dispositifs ;
- Evaluation de la configuration et sécurité des applications ;
- Étude de la performance de l'existant (accès, etc.) et faire des recommandations d'amélioration.

g) Au titre du suivi exploitation infrastructure :

- Assistance à l'optimisation/sécurisation, mises à jour logiciels/firmwares ;
- Mise en place/suivi procédures exploitation/supervision/maintenance préventive ;
- Assistance à la réception de la nouvelle infrastructure ;
- Assistance à l'exploitation des solutions (supervision, antivirus, SIEM pour événements sécurité) ;
- Mise en Plan urbanisation SI ;
- Évaluer l'alignement de l'infrastructure existante aux normes ISO 27001 et ISO 22301, puis élaborer un plan détaillé de mise en conformité pour corriger les écarts identifiés
- Production d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA) ;
- Mise en place composantes gestion sécurité.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

V. PROFIL ET QUALIFICATIONS DU CABINET

a. Profil et Expertise Requis

Cette mission requiert un Consultant/Cabinet recruté au niveau international et spécialisé en gouvernance et Gestion des Systèmes d'Informations sur les Finances Publiques. Il doit avoir une expérience avérée dans l'Ingénierie Informatique ou un intégrateur des systèmes justifiant ses qualifications par des expériences dans l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage et à la conduite des projets similaires sur l'accompagnement dans la mise en place des systèmes d'information de GRH d'un Etat

Chaque Candidat devra mobiliser les compétences nécessaires pour exécuter la mission et remplir toutes les conditions ci-après décrites. Il doit répondre (notamment sur la base d'expériences de réalisation des missions de même nature ou comparables) **aux qualifications minimales ci-dessous** :

- 08 ans en matière de conduite et/ou d'assistance dans des projets de conception et de développement d'applications web ;
- 08 ans en Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMOA) et déploiement de SI complexes auprès des administrations publiques ;
- 08 ans en gestion des ressources humaine de l'état et des systèmes d'information utilisés dans le domaine par le Burundi, est considérée comme un atout ;
- 2 projets de même envergure dans le domaine des systèmes de GRH ;
- 2 projets exécutés avec satisfaction sur les infrastructures réseaux, systèmes et sécurité complexes ;
- 2 projets exécutés avec satisfaction sur les outils décisionnels.

NB : la preuve de réalisation des projets similaire doit se faire par la présentation des attestations de bonne fin d'exécution et des contrats y relatifs.

b. Exigences relatives au personnel

Le Consultant sera recruté au niveau international et devra être spécialisé en gouvernance et Gestion des Systèmes d'Informations sur la Fonction Publiques. Il doit avoir une expérience avérée dans l'Ingénierie Informatique ou un intégrateur des systèmes justifiant ses qualifications par des expériences dans l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage et



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
 MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
 SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
 PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
 N° du Projet : P176396/P180987
 DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

à la conduite des projets similaires sur l'accompagnement dans la mise en place des systèmes d'information financières d'un Etat en général et la gestion budgétaire en mode programme en particulier.

En plus, ce cabinet devra aligner au moins six (6) experts clés répondant aux qualifications et critères ci-après :

- Un Chef de projet et chef de la mission ;
- Un expert Qualité des Systèmes d'Information ;
- Un expert en communication et gestion des changements orienté système d'information ;
- Un expert en ressources humaines ;
- Un expert international dans les Technologies de l'Information spécialisé dans l'Administration des systèmes ;
- Un expert international dans les Technologies de l'Information spécialisé réseau et sécurité informatique ;

N°	Poste	Profil
1	Le Chef de Projet et chef de mission : expert international spécialisé en management des systèmes d'information	<p>Le chef de projet doit avoir les qualifications, compétences et aptitudes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être titulaire d'un diplôme en informatique de niveau Bac +5 au moins dans l'un des domaines de l'informatique (Système d'information, Architecture Système ou domaines similaires); • Avoir au moins 12 ans d'expérience générale dans le domaine de gestion des projets de réalisation des systèmes d'information de la Fonction publiques ; • Avoir conduit (ou supervisé) au moins trois (03) projets en matière de réalisation, de maintenance ou d'organisation de systèmes d'information durant les 10 dernières années ; • Avoir une certification en management de projets des systèmes ou d'information (PRINCE2®) ou PMP; • Avoir une expérience avérée dans le développement et le déploiement de systèmes d'informations d'envergure ; • Avoir une connaissance des réformes de la Fonction publiques sur la gestion budgétaire en mode programme ; • Avoir une connaissance de l'administration et de la Fonction publiques au Burundi serait un atout ; • Maîtriser la communication d'entreprise ; • Être disponible et disposer de qualités pédagogiques, d'un esprit de synthèse et méthodique et d'une forte aptitude rédactionnelle en français.




RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
 MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
 SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
 PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
 N° du Projet : P176396/P180987
 DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI



N°	Poste	Profil
		<p>Le chef de projet aura pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer le pilotage et la coordination globale du projet pour le cabinet. Il sera l'interlocuteur principal du client ; • S'assurer que les activités sont exécutées conformément au planning du projet et au niveau d'exigence requis ; • Mobiliser les autres experts indispensables à la réalisation de la mission ; • Faire le planning global et détaillé de réalisation des travaux ; • Suivre l'élaboration des rapports d'activités et faire les rapports trimestriels.
2	<p>L'expert en qualité des systèmes d'information : chargé de l'appui dans la définition et de la mise en œuvre des normes</p>	<p>L'Expert en qualité des systèmes d'information doit avoir les qualifications, compétences et aptitudes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être ingénieur de conception en informatique d'un niveau Bac + 5 au moins ; • Avoir au moins 10 ans d'expérience générale dans le domaine des systèmes d'informations ; • Avoir participé au moins à deux (02) projets en qualité de contrôleur qualité ou auditeur qualité durant les 10 dernières années ; • Avoir réalisé des tests de recette et la recette de logiciel ; • Avoir une expérience avérée en contrôle qualité de projets ; • Avoir de très bonnes connaissances sur les SGBDR open source (MySQL, PostgreSQL) ; • Avoir de très bonnes connaissances ITIL et une certification en gestion de Projet ; • Avoir une grande disponibilité, des qualités pédagogiques, un esprit de synthèse et méthodique et une forte capacité rédactionnelle en français. <p>Rôle principal : Garantir que le futur SIGRH respecte les normes de qualité, de performance, de conformité et de fiabilité.</p> <p>Responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluer la maturité actuelle des processus, des outils et des pratiques SI dans les structures concernées. • Définir les normes, principes et critères de qualité pour le développement et la mise en œuvre du SIGRH.





RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
 MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
 SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
 PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
 N° du Projet : P176396/P180987
 DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

N°	Poste	Profil
		<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'élaboration et la mise à jour des référentiels qualité, matrices de tests et plans d'assurance qualité. • Veiller à l'alignement du système avec les standards internationaux et les bonnes pratiques en gestion des SI. • Appuyer le contrôle qualité des livrables produits par le cabinet.
3	<p>L'expert en communication et gestion des changements : chargé de la mise en œuvre de la gestion du changement et de la communication axée sur toutes les innovations induites par l'introduction du nouveau système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat. Identifier et préparer les exigences pour la gestion du changement (comportemental et administratif) au niveau du MTFPSS</p>	<p>L'expert en communication et gestion des changements doit avoir les qualifications, compétences et aptitudes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être titulaire d'un diplôme en communication ou en sociologie de niveau Bac+4 au moins ou d'un diplôme équivalent ; • Avoir au moins 7 ans d'expérience générale dans le domaine de gestion des changements. • Avoir des certifications en gestion du changement ; • Avoir participé au moins à deux (02) projets en matière de réalisation, de maintenance ou d'organisation des systèmes d'information gouvernementaux en tant que chargé de gestion de changement durant les 7 dernières années. Une participation dans un projet d'un système d'information dans le domaine de la Fonction publiques est un atout ; • Avoir des compétences techniques en gestion de projets ; • Avoir des compétences comportementales en gestion du changement ; • Avoir une connaissance approfondie du domaine financier public ; • Avoir une compréhension approfondie des théories et des pratiques de la gestion du changement ; • Disposer d'excellentes compétences en communication et en formation ; • Disposer d'expériences pratiques avérées en développement et accompagnement de la mise en œuvre de stratégies et plans de gestion de changement dans l'administration publique, incluant la Fonction publiques ; • Maîtriser très bien la communication d'entreprise, si possible en administration publique ; • Maîtriser la gestion du changement ; • Avoir une expérience avérée dans le domaine des finances publiques serait un atout ; • Maîtriser la formation et le renforcement de compétences.

 Kinindo, Quartier Zeimet
 Jonction Rues Kiremba et
 Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi
 pafen.gov.bi

 PafenBurundi
 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

N°	Poste	Profil
		<p>Rôle principal : Assurer l'adhésion, l'appropriation et la montée en compétence des utilisateurs et institutions concernées.</p> <p>Responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none">• Élaborer une stratégie de communication et de gestion du changement adaptée au contexte du MTFPSS.• Identifier les risques liés à la résistance au changement et proposer des mesures d'atténuation.• Préparer les outils de communication (notes, guides, supports, messages clés) et organiser les sessions d'information.• Participer à la conception du plan de formation du personnel et des responsables RH.• Accompagner la phase de transition vers le nouveau SIGRH.
4	Un expert en ressources humaines chargé des processus métiers, des processus et de la cartographie des échanges et la prise en compte des différentes innovations	<p>L'expert en ressources humaines doit avoir les qualifications, compétences et aptitudes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4 au moins en Gestion des Ressources Humaines, Droit du Travail, Psychologie du Travail, Administration Publique ou dans un domaine équivalent ;• Justifier d'au moins dix (10) années d'expérience générale dans le domaine de la gestion des ressources humaines, dont une partie dans le secteur public ;• Avoir participé à au moins deux (02) projets relatifs à la mise en place ou à la modernisation de systèmes de gestion des ressources humaines (réforme RH, informatisation, évaluation des performances, etc.) au cours des dix (10) dernières années ;• Maîtriser les principes et outils modernes de gestion des ressources humaines, notamment la planification des effectifs, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), la formation, la mobilité et l'évaluation du personnel ;• Avoir une bonne connaissance des textes législatifs et réglementaires relatifs à la fonction publique, au droit du travail et à la sécurité sociale ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

N°	Poste	Profil
		<ul style="list-style-type: none">Disposer d'une expérience dans la description et l'analyse des processus métiers RH et la rédaction de référentiels de postes et de compétences ;Une bonne connaissance du contexte administratif et institutionnel du Burundi est un atout. <p>Rôle principal : Assurer la cohérence du SIGRH avec les politiques, procédures et pratiques RH de l'État.</p> <p>Responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none">Analyser les processus RH actuels et identifier les insuffisances, doublons et gaps.Définir les processus RH cibles adaptés aux besoins de la fonction publique (recrutement, carrière, mouvement, évaluation, paie, disciplinaire, retraite, etc.).Appuyer la modélisation et la documentation des workflows RH à intégrer dans le système.Veiller à la conformité du SIGRH avec les textes réglementaires, législatifs et administratifs en vigueur.Participer à la validation institutionnelle des processus lors des ateliers.
5	Profil de l'expert international dans les Technologies de l'Information spécialisé dans l'Administration des systèmes	<ul style="list-style-type: none">Avoir au moins un diplôme d'ingénieur (BAC+5) ou un Master en Informatique, Télécommunication ou en Technologies de l'Information et de Communication (TIC);Etre certifié Red Hat Certified System Administrator (RHCSA) ou Microsoft Certified Solutions Expert (MCSE)Etre certifié VMware Certified Advanced Professional - Data Center Virtualisation ou une autre certification de niveau expert (ou avancé) sur un autre système de virtualisation)Avoir cinq (05) ans d'expérience comme administrateur système (Linux et Windows server, ..);Avoir au moins sept (7) ans d'expérience dans la mise en place des systèmes d'information complexes dans l'administration publique ou internationale, notamment la mise en place, l'administration de l'architecture système complexe ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

N°	Poste	Profil
		<ul style="list-style-type: none">• Avoir réalisé au moins deux (2) missions récentes durant les cinq (05) dernières années, dans la définition des architectures complexes, urbanisation et gouvernance des systèmes d'information ;• La langue de travail est le français. <p>Rôle principal : Concevoir, spécifier et valider l'architecture technique et les environnements nécessaires à l'exploitation du SIGRH.</p> <p>Responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none">• Analyser l'infrastructure existante et proposer l'architecture cible (serveurs, stockage, virtualisation, middleware, environnements applicatifs).• Définir les exigences techniques en matière de performance, disponibilité, continuité de service et montée en charge.• Appuyer la définition des besoins matériels et logiciels du SIGRH (à acquérir dans un autre marché).• Décrire les mécanismes et règles pour l'administration, la maintenance et la surveillance du système.• Fournir un appui technique aux activités d'interopérabilité et de configuration.
6	Profil de l'Expert international dans les Technologies de l'Information spécialisé dans les réseaux et la sécurité informatiques	<ul style="list-style-type: none">• Avoir au moins un diplôme d'ingénieur (au moins BAC+5) ou un Master 2 en informatique, télécommunication ou en Technologies de l'Information et de Communication (TIC)• Être certifié réseaux et sécurité sur les équipements réseau CCNP au minimum et certifié dans le domaine de la sécurité informatique dont un certificat parmi les suivants : CEH (Certified Ethical Hacker), CISSP (Certified Information System Security Professional) ou CISM : (certificat pour les managers en sécurité)• Avoir au moins sept (7) ans d'expérience dans la gestion des réseaux Informatiques et l'implémentation des systèmes de sécurité complexes ;• Avoir réalisé au moins deux (2) missions récentes dans les cinq (05) dernières années, dans la définition des architectures réseaux complexes, la mise en place d'un système de management de la sécurité ;• Une très bonne expérience pratique dans l'exécution des travaux d'études similaires (avoir au moins deux références) ou avoir travaillé au moins trois ans comme administrateurs des réseaux Informatiques combiné à une



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

N°	Poste	Profil
		<p>expérience avérée d'au moins trois ans comme chargé principal de la sécurité Informatique, avec des connaissances approfondies des réseaux, systèmes et sécurité des systèmes d'information ;</p> <ul style="list-style-type: none">• La langue de travail est le français. <p>Rôle principal : Garantir la sécurité, la résilience et l'intégrité du futur SIGRH dans l'ensemble de son cycle de vie.</p> <p>Responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none">• Évaluer l'infrastructure réseau existante du MTFPSS et proposer les améliorations nécessaires.• Définir les mécanismes de sécurité : contrôle d'accès, chiffrement, journalisation, gestion des identités, pare-feu, segmentation réseau, etc.• Concevoir le schéma d'interconnexion sécurisé entre le SIGRH et les systèmes externes pertinents.• Établir les mesures de continuité d'activité et de reprise après sinistre.• Appuyer la mise en œuvre d'un plan de cybersécurité conforme aux normes en vigueur.


Le Consultant pourra proposer un personnel d'appui qu'il juge nécessaire pour la réussite de la mission.

De manière générale, les différents experts dans le domaine des systèmes d'information, alignés par le prestataire devront disposer des qualifications nécessaires requises pour chaque thématique. Ils doivent avoir une maîtrise et une expérience avérée dans le transfert des compétences dans le domaine des systèmes d'information.



VI. LIVRABLES ET DUREE DE LA MISSION

L'activité se déroulera principalement à Bujumbura. Cependant des descentes à l'intérieur du pays devront être effectuées pour des besoins pointus de s'enquérir des pratiques de gestion des ressources humaines, avec la nouvelle réforme administrative (décentralisation).

Quant à la durée de la mission, **elle est estimée à vingt mois de travail.**

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi
 pafen.gov.bi

 PafenBurundi
 PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BJ/E2820-BI

Les prestations seront payées selon deux modalités différentes :

- (i) Une partie qui sera payée au temps passé. Elle porte sur les sous-points a), b), c) et d) du point IV « Etendue de la mission » des présents TDRs
- (ii) Une partie qui sera payée au forfait. Elle porte sur les sous-points e), f) et g) du point IV « Etendue de la mission » des présents TDRs. L'offre financière pour cette partie payée au forfait ne peut pas dépasser 35% de l'offre totale pour ce marché.

➤ Pour la partie payée au temps passé :

- Le Consultant présentera au Client un décompte détaillé chaque trimestre (facture trimestrielle) présentant un décompte du volume de prestations réalisées sur le trimestre concerné, accompagné des feuilles d'emploi du temps signées par les experts (signature scannée) et d'un récapitulatif des dépenses et indiquant les montants à payer pour le trimestre concerné.
- Les feuilles d'emploi du temps seront validées par l'UGP avant chaque facturation. Lors de la réunion de cadrage, un calendrier d'intervention de chaque Expert sera proposé par le Cabinet et fera objet d'accord et sera mis à jour chaque fois de besoin sur entente mutuelle.

➤ Pour la partie payée au forfait, les modalités de paiement et les délais de livraison sont les suivantes :

N°	Rapport	Paiement	Calendrier de livraison
1	Rapport de cadrage	20%	Deux semaines après le début de la mission
2	Rapport de diagnostic de l'infrastructure système et réseau existant	30%	Huit semaines après le début de la mission
3	Rapport montrant l'infrastructure cible (système et réseau) + Dossiers d'appel d'offres pour la fourniture des différents outils et services	40%	Seize semaines après le début de la mission
4	Rapport de mise à niveau de l'infrastructure système et réseau par rapport au système cible défini	10%	Quatre semaines après la fin de l'installation et la mise en service des différents outils
	Total	100%	



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

VII. Approche méthodologique et déroulement de la mission

La méthodologie proposée par le cabinet s'appuiera sur une approche participative, progressive et axée sur les résultats. Elle visera à garantir la mise en place d'un système conforme aux besoins du MTFPSS et une appropriation effective du futur Système de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH) par ledit ministère, tout en assurant la cohérence avec les politiques de modernisation de l'administration publique.

La mission se déroulera en plusieurs phases successives, regroupées en deux grandes étapes : les phases initiales et de cadrage et les phases de mise en œuvre et de déploiement.

A) Phases initiales et de cadrage

Cette première étape vise à établir une compréhension commune du projet, à analyser la situation actuelle et à définir les bases méthodologiques et techniques de l'intervention.

- Cahier des charges : Le cabinet participera à l'élaboration du cahier des charges fonctionnel et technique servant de référence pour la mise en place du SIGRH. Ce document clé précisera :
 - les besoins fonctionnels et techniques exprimés par le ministère ;
 - le périmètre du projet et les modules à développer ;
 - les contraintes techniques et organisationnelles ;
 - les objectifs attendus en matière d'efficacité, de digitalisation et d'interopérabilité.

Le cahier des charges constituera la base de pilotage du projet et garantira une compréhension commune entre toutes les parties prenantes.

- Diagnostic et état des lieux : Le cabinet réalisera un diagnostic approfondi de la situation actuelle afin d'identifier les points forts, les limites et les besoins d'évolution du dispositif de gestion des ressources humaines.
Ce diagnostic portera notamment sur :
 - les outils et systèmes existants ;
 - les processus RH (recrutement, affectation, carrière, formation, paie, évaluation, etc.) ;
 - la qualité, la fiabilité et la disponibilité des données RH ;
 - les capacités institutionnelles et techniques du ministère.

Cette étape permettra d'établir un état des lieux clair et documenté, base de réflexion pour concevoir le futur système.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

- Note méthodologique / Rapport de démarrage : À l'issue du diagnostic, le cabinet préparera, en concertation avec les parties prenantes, une note méthodologique ou un rapport de démarrage. Ce document précisera :
 - les grandes orientations techniques et organisationnelles du projet ;
 - la méthodologie de mise en œuvre et les modalités de collaboration ;
 - le calendrier prévisionnel et les livrables attendus ;
 - les modalités de pilotage et de validation.

Cette étape visera à valider collectivement les approches avant le démarrage des travaux opérationnels.

B) Phases de mise en œuvre et de déploiement

Cette phase correspond à la traduction opérationnelle du projet : développement, déploiement, formation et accompagnement au changement.

- Planification et feuille de route : Le cabinet élaborera une feuille de route détaillée du projet, comprenant :
 - Le découpage des activités en étapes claires et successives ;
 - Le calendrier d'exécution ;
 - Les livrables intermédiaires et finaux ;
 - Les rôles et responsabilités des acteurs impliqués.

Cette planification garantira la cohérence, la traçabilité et le suivi rigoureux de la mise en œuvre.

- Stratégie de reprise des données : Une stratégie de migration des données sera élaborée afin d'assurer le transfert sécurisé et fiable des informations existantes vers le nouveau système. Cette stratégie inclura :
 - L'audit et la qualification des données sources ;
 - La définition des règles de nettoyage, d'extraction et de transformation ;
 - Les tests de cohérence et de validation.

Elle visera à garantir la continuité et la qualité de l'information RH.

- Stratégie de migration et d'intégration



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

Le cabinet proposera une stratégie d'intégration du SIGRH avec les autres systèmes d'information du gouvernement, notamment ceux relatifs à la paie, aux finances publiques et à la sécurité sociale. Cette stratégie précisera :

- Les mécanismes d'interopérabilité ;
- Les protocoles d'échange et de synchronisation des données ;
- Les mesures de sécurité et de confidentialité.

L'objectif est d'assurer une circulation fluide et sécurisée de l'information au sein de l'écosystème numérique de l'État.

- Plan de formation : Un plan de formation sera conçu afin d'accompagner le personnel du ministère dans la maîtrise du nouveau système.

Il comportera :

- La conception de modules adaptés aux différents profils d'utilisateurs ;
- La planification des sessions de formation et des supports pédagogiques ;
- Les mécanismes d'évaluation et de transfert de compétences.

Cette démarche favorisera une appropriation durable du système par les utilisateurs.

- Gouvernance du projet

Le cabinet mettra en place une gouvernance claire et participative pour encadrer le pilotage du projet. Elle précisera :

- la composition des comités de pilotage et techniques ;
- les responsabilités respectives du cabinet et du ministère ;
- les modalités de suivi, de coordination et de validation des livrables.

Une gouvernance efficace garantira la cohérence des décisions, la transparence du processus et la maîtrise du calendrier.

C) Outils et approche transversale

Tout au long de la mission, le cabinet adoptera une approche participative et inclusive, impliquant les directions et services du ministère. Des réunions régulières, des ateliers et des restitutions seront organisés afin de favoriser la co-construction des solutions.



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° du Projet : P176396/P180987
DON IDA N° E0930-BI/E2820-BI

Le cabinet utilisera des outils collaboratifs pour la gestion documentaire, le suivi du projet et la communication entre acteurs. Une attention particulière sera accordée à la gestion des risques (techniques, institutionnels et organisationnels) ainsi qu'à la qualité des livrables.

L'approche intégrera également des principes de durabilité, de renforcement des capacités locales et de transfert de connaissances, garantissant la pérennité du système après la fin de la mission.


VIII. SUPERVISION ET VALIDATION DES LIVRABLES

Le cabinet sera sous la supervision directe du comité technique interne de gouvernance des activités financées par le projet PAFEN au Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale, en collaboration avec l'Unité de Gestion du PAFEN.



La validation des livrables produits s'effectuera au fur et à mesure de leur production, dans des ateliers ou séances réunissant les acteurs intéressés par la gestion intégrée des ressources humaines du secteur public et l'Unité de Gestion du PAFEN.

IX. METHODE DE SELECTION DU CABINET

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) des cabinets, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence.

 Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14

 info@pafen.gov.bi
 pafen.gov.bi

 PafenBurundi
 PafenBurundi